

Génocide des Tutsis au Rwanda : lors de son procès, Séraphin Twahirwa nie toute implication

Laure Broulard

RFI, 13 octobre 2023

À Bruxelles, le procès de deux Rwandais accusés de crimes de guerre et de crimes de génocide est entré dans le vif des débats ce vendredi, avec l'interrogatoire de Séraphin Twahirwa, seul à la barre puisque son coaccusé, Pierre Basingwa, est hospitalisé. Séraphin Twahirwa est poursuivi pour de nombreux meurtres et viols commis entre janvier et juillet 1994 à Kigali. Des faits qu'il rejette entièrement.



Séraphin Twahirwa attend la constitution du jury pour son procès et celui de Pierre Basingwa à la Cour d'assises de Bruxelles, le 4 octobre 2023. © ERIC LALMAND / AFP

Pendant tout son interrogatoire, Séraphin Twahirwa est resté évasif. Il ne sait pas qui gérait les barrages de miliciens dans son quartier, ni comment les massacres sont advenus. Une chose est sûre, il conteste tous les faits qui lui sont reprochés. « *Je n'ai pas été un chef interahamwe* », « *je n'ai jamais fait de mal à personne* », lance-t-il, assurant qu'il a fui la capitale quelques jours après le début du génocide, le tout en mettant en avant son handicap : une jambe amputée sous le genou suite à un accident de la route au début des années 1980.

Des réponses qui passent mal auprès des parties civiles représentées par Morgan Bonneure. « *On verra si sa position évolue au cours des débats quand il sera notamment confronté aux différents témoins. Pour le moment, c'est quelque chose qui est difficile à entendre pour les parties civiles. Elles attendent qu'on reconnaisse ce qu'il s'est passé pendant le génocide* », explique-t-il.

Il a dit sa vérité, rétorque l'avocat de Séraphin Twahirwa, Vincent Lurquin, qui questionne la crédibilité de certains témoins interrogés au cours de l'instruction. « *À par-*

tir du moment où vous savez que les enquêteurs, les juges, le procureur interrogent des témoins qui sont choisis par les autorités de Kigali et que les avocats ne peuvent pas être présents lors de ces interrogatoires, c'est sûr qu'on n'est pas à armes égales ».

Les témoins ont été interrogés au Rwanda, mais aussi en Belgique et ailleurs. En tout, ils seront près d'une centaine à témoigner devant le jury populaire dans les prochaines semaines.